



SANTÉ EN DANGER

nous
ne **LÂCHERONS**
RIEN

la réaction *à cœur ouvert* déterminée et d'ampleur s'impose maintenant sans attendre

La mise en œuvre de la loi *Hôpital, patients, santé et territoires* est source de grands dangers pour la population et les professionnels du secteur. C'est une véritable remise en cause des structures publiques de santé qui est à l'œuvre par le gouvernement et ceux qui le servent servilement comme les DG d'Agences régionales de Santé.

Durant l'été, les mauvaises nouvelles de regroupements imposés, de fermetures d'activités, de déclassements de services ont été légion. L'objectif recherché par le pouvoir est de diminuer les dépenses remboursées de santé, de faire la place aux entreprises financières pour leur laisser gagner de l'argent sur le domaine de la protection sociale.

Les restructurations ne sont pas guidées par la recherche d'une meilleure réponse aux besoins de santé, elles ne sont que financières. C'est aussi un recul démocratique avec moins de place pour les élus de la population, pour les représentants des personnels, pour les médecins.

Les DG ARS (Directeurs généraux des Agences régionales de Santé) prennent très rapidement des décisions concernant la constitution et la mise en place des territoires de santé. C'est la nouvelle entité administrative prévue par la loi. Il faut se rappeler qu'il est prévu une seule *Communauté hospitalière de territoire* par territoires de santé. Cela va diminuer de manière drastique le nombre de structures publiques.

Par ailleurs, nous avons eu connaissance de projets de permanence des soins hospitalière. Par exemple, en Île-de-France, le DG ARS ose prévoir qu'un seul bloc opératoire ouvert 24H/24 par département, un seul site avec une garde en radiologie... Ce serait un recul considérable en termes de risque sanitaire. Il faut résister, agir, se rassembler sans attendre. Les communistes et leurs élus y sont déterminés.

Cela est d'autant plus d'actualité après le succès très fort de la mobilisation contre le projet régressif de réforme des retraites avec la journée du 7 septembre. Des suites sont en construction par le mouvement syndical.

Pour notre part, nous agissons pour faciliter le rassemblement le plus large, pour aider à la mobilisation la plus étendue pour faire reculer tout de suite et durablement le pouvoir Sarkosiste.

Il faut résolument poursuivre et amplifier. Il en va de la santé de la population et de la protection sociale qui a permis tous les progrès du dernier demi-siècle dans notre pays.



ELLES ET ILS ONT DIT

« Nous sentons tous, depuis quelques jours, qu'il est possible de les faire reculer. Soyons également attentifs au combat pour l'école, contre la casse de l'hôpital, pour la défense des libertés, pour les droits des femmes.

Tous ces fronts peuvent se développer. C'est un pouvoir acculé, la force est maintenant de notre côté. La confiance a commencé à changer de camp et c'est maintenant qu'il faut marquer les points les plus forts possible. »

Pierre Laurent
secrétaire national du PCF

« Nous refusons ce recul de civilisation : Nous avons vécu des moments forts et éclairants du débat sur les retraites sur l'article 4, qui consacre l'allongement de la durée de cotisation : le PS l'approuvant, et nous affirmant notre désaccord complet sur cette question. Puis, sur l'article 5, repoussant l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans avec l'UMP et le Nouveau Centre qui considèrent cette décision inéluctable. Alors que jusqu'à présent notre société allait dans le sens du progrès avec la diminution du temps passé au travail, la journée de 8 heures, les congés payés, les 35 heures, la retraite à 60 an. »

Roland Muzeau
député PCF des Hauts de Seine

« Il y a une moitié des hommes qui veut tout posséder, et l'autre qui dit il faut partager, s'entraider. C'est la différence entre la droite et la gauche »

Alain Souchon-
Fête de l'Humanité- 11 septembre 2010

« Croire au soleil quand l'eau tombe. »
Louis Aragon

« Claude Evin, le directeur de l'Agence régionale de Santé (ARS) d'Île-de-France, projette-rait de ne laisser ouvert qu'un seul bloc opératoire la nuit et le week-end. Cette initiative est totalement dénuée de sens et dangereuse ! La baisse des réponses de proximité pour la population se traduirait par une augmentation des coûts à la charge des patients et des familles. C'est un recul sans précédent du service public hospitalier en Île-de-France et une augmentation insensée des risques pour la population, dus aux conditions d'exercices des personnels. Claude Evin est devenu le « poison-pilote » de la loi Bachelot ! D'autres choix sont possibles. La proximité doit s'articuler avec la qualité en toute sécurité. Les moyens financiers existent pour une santé publique répondant aux besoins de la population dans le cadre d'une protection sociale solidaire démocratisée. »

Parti communiste français
Paris, le 6 septembre 2010



PSYCHIATRIE ça bouge, ça mobilise

L'examen au Parlement du projet de loi sécuritaire visant à réformer la psychiatrie est confirmé pour l'automne.

Les initiatives de mobilisation pour la défense d'une psychiatrie au service des patients et la défense des droits et libertés fondamentales se multiplient.

- Un nouvel appel vient d'être lancé : **Mais c'est un Homme, l'appel contre les soins sécuritaires**, regroupant de nombreuses organisations dont le PCF
- Dans le prolongement de l'initiative du 5 mai au Sénat, un débat s'est tenu à la Fête de l'Humanité sur le thème : *Entre logique soignante ou sécuritaire quelle loi pour la psychiatrie ?* Ce débat a été co-organisé par le PCF avec *Les 39 contre la nuit sécuritaire* et les signataires de *Mais c'est un Homme...*
- Le 24 septembre : une nouvelle rencontre publique au Vinatier à Lyon contre l'implantation d'une UHSA.
- Le 25 septembre : un meeting national des 39 à Villejuif pour faire obstacle à la loi et défendre une psychiatrie au service du sujet et non du contrôle social.
- Le 11 octobre ; toujours les 39, un colloque à l'Assemblée nationale avec les parlementaires Verts et du groupe communistes et républicains.

Par ailleurs, la commission nationale *Santé/protection sociale* du PCF a tenu une réunion spéciale Psychiatrie le 2 octobre pour aboutir à un document actualisant notre analyse des enjeux de la psychiatrie et définissant les propositions des communistes pour une politique sanitaire progressiste de la psychiatrie.

Serge Klopp.

DES CHIFFRES

360 000 €

C'est le montant moyen de la hausse annuelle de revenus, en € et par personne, des 0,01 % les plus riches de France. En 2007 le revenu moyen annuel de ces hyper-riches s'élevait à 1,270 million d'€.

Sources INSEE, données avant impôts
Humanité 11 septembre 2010

41,5

C'est le montant en milliards du bénéfice que les grands groupes utilisent pour spéculer sur la dette publique et distribuer les dividendes. Et il n'y aurait pas d'argent pour les retraites ?

Humanité 14 septembre 2010

68 %

C'est le pourcentage des Français qui veulent que la mobilisation se poursuive

Humanité 14 septembre 2010

7,8

C'est le nombre de milliards d'€ de profit engrangés en 2009 par Sanofi-Aventis l'une des entreprises du CAC 40

Humanité 14 septembre 2010

DROITS DE FEMMES

où en sommes nous vraiment ?

Le droit à l'IVG balayé par la loi Bachelot ?

Depuis plusieurs mois, nous assistons à un processus de fragilisation des droits fondamentaux des femmes.

Dans les faits, nous constatons la remise en cause du droit à l'IVG :

- assèchement financier des hôpitaux publics
- restructuration et fermeture à marche forcée des maternités de proximité
- fermetures des CIVG en Île-de-France et en province en accéléré.

C'est le libre choix d'avoir un enfant ou pas qui est en cause !

Quelle aubaine aujourd'hui pour les détracteurs de la loi Veil de 1975, bien-pensants et réactionnaires notoires, de pouvoir compter sur une autre loi de la République, la loi HPST, pour détricoter le droit fondamental des femmes à disposer de leur corps

Aujourd'hui comme hier, les femmes se mobilisent et se rassemblent pour empêcher les fermetures, exiger les moyens, faire respecter la loi !

Une première victoire

Avec 2200 IVG réalisées chaque année, le centre d'orthogénie de l'Hôtel-Dieu était le plus important de l'agglomération lyonnaise. L'annonce de sa fermeture pour 2010 a suscité de grandes inquiétudes au sein de la population concernant la capacité d'accueil en d'IVG et la qualité de l'accompagnement des femmes.

Le collectif de défense de l'IVG à Lyon, réunissant des associations féministes, des syndicalistes, des militants et élus politiques, avec les personnels du centre, s'est mobilisé pendant plusieurs mois.

Les actions multiformes ont débouché sur la décision des Hospices civils de Lyon de transférer à l'Hôpital Edouard Herriot le CIVG de l'Hôtel-Dieu.

La maternité choisie : un projet humain mis à mal

« Avoir un enfant ou pas », c'est aussi mener son projet d'enfant dans les meilleures conditions. Bien avant l'adoption de la loi Bachelot, les maternités dites « de proximité » ont été dans le collimateur des tutelles sanitaires, et cela au nom de la sécurité. En 2006, 8 départements n'ont qu'une seule maternité. Combien aujourd'hui en province ?

Aujourd'hui, la loi Bachelot programme le regroupement des hôpitaux dans quelques 250 communautés hospitalières. Dans ce processus, nous assistons à la concentration de la prise en charge des naissances dans de super-plateaux techniques de 4 000, voire 6 000 accouchements, véritables usines à bébés !

« La vie est un miracle. Ce miracle, tous les parents le vivent intensément, intimement, sans qu'il soit besoin de menace ou de péril. Encore faut-il bénéficier des conditions qui permettent de le savourer pleinement. Or c'est justement cela, cette conscience du miracle, qui est aujourd'hui menacée dans son fondement, attaquée dans sa légitimité comme s'il s'agissait d'un luxe... C'est ce qui au sein de l'association nous rassemble... et de réfléchir à ce point de rencontre qui s'appelle "l'intérêt général"... » PJA, président de l'association *Touche pas aux Bluets*.

C'est au nom de cet intérêt général, que partout, dans les régions « en danger de désertification sanitaire », tout comme en Île-de-France, les citoyens, usagers et professionnels de la santé, soutenus en cela par les organisations syndicales et les partis de gauche, se mobilisent au sein des comités de défense... et GAGNENT ! C'est le cas à Carhaix en Bretagne, à Valréas dans le Vaucluse... Et demain, à Guéret, Aix-les-Bains, Decize, Figeac, Saint-Antoine (Paris 12e)... ou les mobilisations sont en cours.

Les luttes et les actions de résistance s'organisent, s'intensifient, dans des rassemblements unitaires, POUR :

- le maintien et le développement des centres d'IVG et de planification, partout dans les hôpitaux publics
- la mise en place de centre autonome pour des réponses innovantes aux missions de santé publique de proximité
- l'accès libre et gratuit à l'IVG et la contraception, dans le respect de la diversité des choix
- le maintien et la réouverture des maternités de proximité
- la promotion des lieux de naissance à taille humaine (les maternités de type I), respectueux de la santé des femmes et des bébés, conformément aux attentes des femmes et des couples
- la promotion de la place et du rôle des sages-femmes, en tant que professionnels autonomes, responsables des maternités de type I, de l'ensemble des accouchements physiologiques
- le développement de la prévention, l'éducation à la santé pour les femmes les plus fragilisées (adolescentes et femmes isolées, mamans célibataires, femmes sans-papiers et/ sans couverture sociale...)

Les besoins sont immenses :

AUTANT DE RAISONS POUR EXIGER UN AUTRE FINANCEMENT DE NOTRE PROTECTION SOCIALE, UNE AUTRE UTILISATION DE L'ARGENT

Évelyne Van Der Hem



2 QUESTIONS À Pierre Laurent secrétaire national du PCF

Quels enjeux la santé et la protection sociale représentent-ils désormais ?

Cela fait partie des grands enjeux de civilisation : une société qui encourage l'inégalité d'accès à la santé est, par principe, une société violente, potentiellement fratricide. Et le degré de barbarie me semble même plus élevé quand les capacités scientifiques et technologiques sont aussi fantastiques que celles que nous connaissons mais qu'on les réserve à une partie seulement des individus.

Dans ce secteur, comme dans tous les domaines où l'État a la responsabilité première de répondre aux besoins sociaux, les politiques successives de « rationalisation » des coûts et la sacro-sainte loi de rentabilisation financière ont réduit l'accès aux soins de la population et détérioré les conditions de travail des personnels hospitaliers. Tout a été conçu pour faire place nette au privé, la santé et la protection sociale étant considérées comme des marchandises dont le coût est porté à la charge des citoyens et non de la collectivité ; bref, une sélection sociale s'instaure et en négligeant de surcroît les salariés de l'hôpital, comme c'est le cas depuis des années, on remet en cause la qualité même des soins.

Le projet des *Communautés hospitalières de territoire* le montre à son tour. Les fusions et fermetures engagées ou envisagées sont justifiées par des critères d'efficacité, de continuité des soins et... de coût de prises en charge. Car, en réalité, la réduction des remboursements



est bien l'objectif visé, en passant de 2 500 hôpitaux publics à 250 établissements qui correspondraient aux « 250 territoires de santé », soit un par département dans plusieurs cas. En faisant ainsi, le gouvernement ferme évidemment les portes de l'hôpital public.

En matière de santé publique, le gouvernement actuel se fourvoie ; prenons le seul cas de la grippe A l'hiver dernier, il aurait voulu privilégier les intérêts financiers de certains grands groupes pharmaceutiques qu'il ne s'y serait pas pris autrement en achetant deux à trois fois trop de doses de vaccins... Il a refusé d'écouter les professionnels de la santé – un véritable déni démocratique – et fait du business.

Les personnels et les patients et leurs familles en témoignent, la situation est critique. Nous sommes nombreux à établir un tel constat, mais le poids du quotidien, ajouté à la culpabilisation phénoménale que les pouvoirs publics font peser depuis longtemps sur les citoyens et les salariés des hôpitaux, donne parfois l'impression que la perspective d'une politique juste et humaine, qui nous extraie de cette logique de rentabilité, est bien lointaine.

Précisément, est-il vraiment réaliste de prôner l'accès à la santé pour tous ?

Non seulement réaliste (je vais expliquer pourquoi) mais indispensable et urgent.

Réaliste, car notre pays en a les ressources et qu'un service public digne de ce nom doit offrir le meilleur à tous, sans discrimination sociale et dans un esprit de solidarité. Il s'agit d'opposer à la pseudo efficacité économique libérale, une efficacité sociale pour chacun et pour le bien commun.

Le vrai problème n'est pas l'augmentation du coût de la santé en soi, celui de la formation ou les salaires : le niveau technologique, le niveau de compétences et la disponibilité des personnels hospitaliers expliquent le volume des sommes qui sont engagées. Le problème est bien que l'État se dégage du secteur et quand on sait les liens entre le pouvoir actuel et les milieux d'affaires, on ne s'étonne plus des choix faits au plus haut niveau.

C'est indispensable et urgent, enfin, car les besoins sont criants qu'il s'agisse de l'état des hôpitaux, de la

nécessité de revalorisation des salaires et d'embauches stables ou encore de la médecine du travail, de la psychiatrie, des structures médicalisées pour enfants handicapés ou personnes âgées, ou encore de la santé scolaire. Des catégories socialement fragilisées, par exemple les familles populaires ou encore les jeunes et étudiants, renoncent de plus en plus aux soins en prenant de grands risques pour leur bien-être. Cela ne devrait pas exister.

Le PCF a des propositions de financement et de réformes, la taxation des revenus financiers et spéculatifs ou la mise en place d'un pôle public du médicament ; nous sommes pour un grand service public de santé alliant proximité et réponse de qualité aux besoins de la population. Nous les soumettons à la réflexion de tous. On ne sortira de tels gâchis qu'avec la mise en commun des idées et dans le débat démocratique entre salariés, usagers et élus locaux. C'est devenu incontournable.